

Invasion d'infox sur Facebook

Fait du jour

Transcription

Sylvie Berruet :

Un sujet maintenant dont on parle régulièrement sur RFI : en anglais on parle de « fake news », les fausses informations. Aujourd'hui une ONG annonce avoir signalé plus de 500 pages et groupes Facebook soupçonnés de diffuser de fausses informations.

Romain Auzouy :

Alors les messages principalement étaient anti-européens et généralement d'extrême droite. Et le fait d'avoir signalé ces contenus, et bien cela a permis, et bien que ces pages qui ont été vues plus de 500 millions de fois en trois mois, ces pages ont pu être retirées.

L'ONG qui a mené cette vaste enquête dans 6 pays européens s'appelle Avaaz, son siège se trouve à Bruxelles. Et notre correspondant, justement à Bruxelles, s'est rendu sur place. C'est un reportage de Pierre Benazet.

Pierre Benazet :

Dans le quartier européen de Bruxelles, le réseau de cyber-militants Avaaz a monté une salle d'opérations pour surveiller Facebook, une réplique en quelque sorte au centre d'opérations ouvert par le réseau social lui-même à Dublin à l'occasion des élections européennes.

Dans un immeuble bruxellois discret, la salle d'opérations d'Avaaz rassemble une trentaine de chercheurs devant une multitude d'écrans. Ils sont branchés en permanence sur Facebook et reçoivent aussi des alertes de leurs membres à travers l'Europe.

Julie Deruy, chargée de campagne d'Avaaz.

Julie Deruy :

La menace, elle est trop importante pour qu'on se contente de ce qui est fait aujourd'hui. Et nous ce qu'on demande, c'est qu'on corrige les intox.

Aujourd'hui Facebook propose un correctif aux personnes qui partagent de la désinformation, mais uniquement aux personnes qui le partagent. Il faut que chaque personne qui ait été exposée aux désinformations aient ce correctif.

On sait que les mensonges de la désinformation circulent 6 fois plus vite que la vérité sur internet. C'est pour ça que c'est très important de mettre les moyens qu'il faut, les gros moyens, notamment en amont des élections européennes.

Pierre Benazet :

Dans les six pays objets de l'enquête, la désinformation relaie surtout des contenus anti-européens. Elle prend surtout la forme de messages racistes ou nationalistes qui ciblent en particulier les migrants.

Avaaz estime que Facebook a déjà procédé à la fermeture de 77 des 500 pages suspectes recensées par l'enquête.